

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital, militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences
de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon 91790
tel: 64.91.32.75

N° 62 septembre 1995
4^e année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

ELECTIONS SENATORIALES, RASSEMBLER A GAUCHE POUR STOPPER LES PRETENTIONS DE LA DROITE!

par Sylvie Mayer

Dès le mois de juillet, la direction départementale du Parti Communiste Français a fait connaître publiquement ses propositions pour les élections sénatoriales: "tout faire pour empêcher la droite d'étendre son pouvoir sur notre département.". Personne alors, n'a contesté nos analyses. Unies, les forces de progrès, la gauche, pouvaient se battre pour trois sénateurs; divisée, elles risquaient d'en laisser quatre sur cinq à la droite.

Malheureusement, le PS enfermé dans sa logique hégémonique et ses compromis internes a refusé toute proposition d'union.

Devant ce refus de reconnaître le pluralisme, le rôle -et donc la place- du Parti Communiste Français, nous avons décidé avec d'autres forces, dans la continuité de notre action, de présenter une liste conduite par Paul Loridant, dans laquelle notre camarade Claude Vasquez portera nos propositions et

L'ETAT DE LA GAUCHE ET LES ATTAQUES CONTRE LA FONCTION PUBLIQUE.

par Robert Duguet

Le Collectif qui anime le journal Rassembler à Gauche a décidé lors de sa réunion de rentrée de proposer courant novembre une réunion à ses lecteurs sur le thème: «L'avenir de la gauche en France». Je souhaite par cette contribution ouvrir la discussion dans les colonnes de notre journal sur ce thème.

Je ne conteste pas que le résultat obtenu par Jospin à l'élection présidentielle confirme une remontée sensible en faveur de la gauche, plus conforme aux rapports de force réels dans le pays. Cependant on peut douter sérieusement, si l'on prend un par un les dossiers de la rentrée, qu'il y ait adéquation entre les aspirations sociales qui se sont traduites par le vote Jospin au second tour et l'orientation du Parti Socialiste. Par ailleurs on relève des résultats décevants obtenus par le PCF aux élections municipales de juin, malgré une ligne idéologique que l'on pourrait qualifier de formellement correcte. Enfin on constate l'éclatement des courants se réclamant de la gauche critique ou antilibérale en une kyrielle de mouvements ou d'associations diverses. Même si l'addition électorale de ces différentes forces est supérieure à ce que représente le PS, la situation politique traduit tout au plus le besoin d'une politique alternative; les hommes et les femmes qui veulent œuvrer aujourd'hui utilement pour une recomposition honnête sont hélas encore dans le goulot d'étranglement: le moment où nous pourrions passer d'un éclatement contestataire à gauche à une volonté politique qui se traduise enfin en termes de représentation nouvelle n'est pas à portée de main. Nous avons à gérer cette période transitoire.

notre volonté de rassemblement à gauche aux élections sénatoriales. Nous avons voulu, avec cette orientation, renouveler notre volonté d'union et de rassemblement, appeler les élus, et avec eux les citoyens qui aspirent à de véritables changements de société, à manifester leur opposition à la droite et à refuser les exclusives d'un parti. En nous plaçant aux côtés de Paul Loridant, dans une liste largement pluraliste, nous nous inscrivons pleinement dans l'objectif du pacte unitaire de progrès, nous voulons donner un signal fort de notre volonté de participer avec toutes les forces progressistes qui le souhaitent et avec les citoyens, à la construction, à tous les niveaux, d'une perspective politique alternative. Pas plus aujourd'hui qu'hier, ce rassemblement ne comporte d'exclusive, y compris à l'égard du Parti Socialiste. Les initiatives que nous allons prendre cet automne, dans le cadre .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

ELECTIONS SENATORIALES, RASSEMBLER A GAUCHE ...

suite

du "forum national pour inventer un nouvel avenir" seront l'occasion de prolonger les échanges sur ces questions. □

PS : Lors de la rencontre du 13 septembre 95 à laquelle participaient le PS, le PC, le MDC et Radical, sur l'initiative de la fédération de Radical, le PS a dû aboutir à la proposition suivante : dans l'ordre PS, PCF, PS, MDC, Radical.

Ce recul était aussitôt assorti d'un préalable de la part du PS : l'accord devait être global ou ne serait pas.

Le PC a fait observer que la proposition avait son assentiment, qu'il ne fallait pas mettre de conditions et chercher la meilleure proposition. Ainsi, après le refus de MDC, et pour aboutir, nous avons proposé avec son accord un maire divers gauche d'une grande ville. Le PS a refusé cette proposition, renvoyant tout le monde à la case départ.

L'ETAT DE LA GAUCHE ...

suite

Que pouvons-nous faire pour rester utile?

Aussi difficile que soit la situation politique, même s'il n'est au pouvoir de personne d'exposer un programme alternatif, au moins est-il possible de tracer le cadre souple qui permette à des militants de se regrouper régulièrement pour discuter ensemble: analyser froidement les processus sociaux qui sont en cours, ne pas leurrer les gens; de ce point de vue la décomposition à gauche, mais aussi à droite n'est pas achevée. Après ce travail de lucidité accompli, il sera possible de trouver les moyens d'être, sur tel ou tel dossier, utiles à la recomposition dans son ensemble.

Je me risquerai à prendre un exemple pour illustrer mon propos qui, va sans doute, courant octobre, occuper les devants de la scène politique française: la question du gel du traitement des fonctionnaires en 1996 décidée par le gouvernement Juppé. Alors que les 7 fédérations syndicales durant une décennie ont été incapables de prendre des décisions communes en défense du statut de la fonction publique, pourtant sérieusement mis à mal par les politiques libérales, celle du parti socialiste comprise, une décision unitaire vient d'être prise en faveur d'une grève générale de la fonction publique. Même si les syndicats limitent la discussion à la question des salaires, la vitesse avec laquelle ils ont réagi, met en relief qu'il y a crise politique au plus haut. Ce gouvernement applique sur ce point les critères de convergence de Maastricht : pour l'Europe monétariste et libérale l'heure est à la privatisation des services. Dans certains secteurs, celui de Telecom par exemple, le développement des technologies avancées est d'ores et déjà passé sous le contrôle du privé. La question qui se pose de manière frontale est la suivante: peut-il y avoir place dans la petite construction libérale de Maastricht pour une fonction publique républicaine à la française. Non, bien sûr! A moins qu'ils renoncent à l'exercice du pouvoir, les gouvernants actuels ne feront pas l'économie d'un affrontement à chaud avec les serveurs de l'Etat. Sur cette question, qui est au centre de toute transformation progressiste, le Parti socialiste est en face d'une terrible contradiction. La petite construction jospinienne d'achèvement de la présidentialisation du parti ne tiendra pas : il faudra donner aux salariés de l'Etat des réponses et des réponses sérieuses. A nous de savoir mesurer le mouvement de résistance et de contribuer à lui donner une expression politique. □

Pour des raisons d'organisation, le Repas-Débat qui devait avoir lieu le 20 octobre est reporté au vendredi 24 novembre.

**ATTENTION
RETENEZ CETTE DATE**

Vendredi 24 novembre 1995

Repas-Débat sur le thème :

QUEL AVENIR POUR LA GAUCHE ?

Avec la participation :

- d'un représentant national de la "Gauche Unie" en Espagne,
- de responsables politiques des principales organisations de la gauche essonniennne.

Le lieu et l'heure seront indiqués dans le prochain numéro de "Rassembler à Gauche".

Participation au repas : 100 F.

Pour faciliter l'organisation, merci de me faire parvenir votre participation : Amaury Couderc, Le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon. Téléphone : 64.91.32.75

LA DEMISSION DE MADELIN

par Xavier Rousselin

La vraie nature du programme économique de Chirac

« Est ce qu'il est normal que, en matière de retraite, on ait demandé à tous les salariés du secteur privé de calculer la retraite dorénavant sur 40 années de cotisation », tandis qu'il « y a des secteurs où on est resté à 37 années et demie. » Par ailleurs serait-il normal qu' « une famille au RMI et à l'ensemble des prestations sociales gagne plus » qu'une famille où l'on travaille pour « gagner un SMIC ».

Tels sont les propos de Madelin qui lui ont valu d'être démissionné. Comment comprendre cette crise et son dénouement apparent ?

Une incartade délibérée

La presse rapporte que Madelin comme tous les autres ministres avait été tenu informé du fait que Juppé le Premier ministre désirait s'exprimer en premier sur le sujet de la protection sociale au cours d'une émission de télévision prévue pour le mardi 29 août. Juppé n'aime pas, nous dit-on, qu'on lui résiste. Madelin, lui, estimant qu'on l'empêche de mener à bien des « réformes » contenues dans le programme de Chirac, a voulu donner un grand coup de pied dans la fourmière pour forcer Juppé à abattre ses cartes et à révéler ses orientations de fond en matière économique et sociale.

Dans sa déclaration annonçant la démission de Madelin Juppé a tenu deux langages. Le premier est destiné à rassurer les salariés, en particulier du secteur public : « Il ne faut pas confondre la lutte contre les privilèges et la remise en cause des acquis sociaux. » Il s'est bien gardé de dire que le montant du RMI lui semblait devoir être maintenu voire accru ou d'exprimer une quelconque opinion à propos de la durée de cotisation de retraite dans le secteur public. Juppé a viré Madelin non parce qu'il condamne les propositions formulées, mais parce qu'il estime impossible de les faire passer à la hussarde. Il veut essayer de mouiller les syndicats ou les associations et de trouver avec eux un consensus minimum. Toutes les déclarations qui ont suivi l'échappée belle de Madelin le prouvent. Et pour que tout soit très clair Chirac a reçu lui même, l'ex ministre pour l'assurer de sa sympathie et lui exprimer son regret d'avoir du se séparer d'un aussi brillant garçon.

Deux inspirateurs

Le programme présidentiel de Chirac a eu deux inspirateurs fondamentaux. Lorsque Chirac dénonçait la « pensée unique », il suivait la ligne Séguin. Elle est centrée autour du risque que « la fracture sociale » ne débouche sur une situation sociale plus ou moins incontrôlable.

Pour combattre ce risque Séguin propose un retour à une forme de keynesianisme compléée avec un changement profond de politique vis à vis de la construction européenne. Cette vision a inspiré une partie des livres dans lesquels Chirac a présenté ses « réflexions » pré présidentielles.

La pensée Madelin

L'autre versant du programme de Chirac lui a été donné clef en main par Madelin. C'est une volonté ultra libérale de mener une politique à la Thatcher. Supprimer le maximum de contraintes

MON POINT DE VUE SUR L'UNIVERSITE D'ETE DE LA GAUCHE SOCIALISTE

par Bernard Fischer

Les camarades de "Démocratie et Révolution" m'invitaient et je participais, du 25 au 29 août 95, à l'université d'été de la Gauche Socialiste à Brioude en Haute-Loire. La question la plus importante à l'ordre du jour était la question de la fusion entre la Gauche Socialiste et Démocratie et Révolution. Le quotidien "Le Monde" l'annonçait dans son éditorial du 29 août 95.

Comme je l'écrivais aux camarades de Démocratie et Révolution le 9 juillet, les résultats de leur réunion ne seraient pas positifs s'ils consacraient la majorité sinon la totalité de leurs travaux à la fusion entre Gauche Socialiste et Démocratie et Révolution.

Ce fut malheureusement le cas. La discussion en assemblée générale ne fut pas la discussion relative à l'orientation et à l'intervention d'un courant commun à l'intérieur du PS et de la gauche française, c'était une discussion entre "nous" et "vous", entre la Gauche Socialiste et Démocratie et Révolution.

Au chapitre de la caricature négative, mentionnons le non-respect permanent de l'ordre du jour et de l'emploi du temps. Il y avait aussi une nouvelle version du clivage entre la base et le sommet. La base discutait d'orientation en réunion de commission. Le sommet discutait en même temps de questions d'organisation et de direction en réunion commune de direction. Il y avait le rapport de Raymond Vacheron et la discussion en assemblée générale relatifs à la question syndicale auxquels participaient 80% des 100 militants de Démocratie et Révolution et 20% des 150 militants de la Gauche Socialiste. **On nous expliquait cette situation étrange par la distinction très importante entre le syndicalisme ouvrier et le syndicalisme étudiant.**

Enfin, ne faisons pas comme eux, faisons un peu de politique. Dans le rapport de politique générale de Julien Dray, il y avait trois propositions. Julien Dray les présentait à titre personnel.

- La première proposition en matière de politique européenne prenait position en faveur de la construction d'une petite Europe des cinq, conformément aux dernières propositions allemandes.

- Deuxièmement, il proposait une prise de position en faveur de la réduction du temps de travail à travers un contre modèle autour de la société du temps libéré.

.../...

LA DEMISSION DE MADELIN

suite

réglementaires ou sociales et espérer que par là les forces économiques trouveront de nouvelles énergies qui feront repartir la machine économique et conduiront à une radieuse expansion.

Pascal Salin¹ a expliqué sa déception après la démission de Madelin et a donné une justification théorique de son attitude : « *Les véritables fractures sociales [...] sont celles qui existent entre d'une part, tous ces hommes et ces femmes riches ou pauvres qui travaillent, imaginent, entreprennent, et d'autre part, ceux qui vivent des transferts et des privilèges* ».

On se rappelle que Madelin en compagnie de Longuet a fait ses premières armes en politique au sein du groupuscule fasciste « Ordre Nouveau ». Vingt ans après la politique de provocation anti sociale est toujours au centre de son action.

Deux fers au feu ?

Chirac n'a pas deux fers au feu, deux projets entre lesquels il n'aurait pas choisi. Son inspiration économique malgré les tirades contre la pensée unique, reste très proche de celle qu'il avait mis en œuvre au cours de la première cohabitation entre 1986 et 1988. L'essentiel est de faire les réformes que Madelin avait si judicieusement mis dans son programme en espérant que tout le monde ne retiendrait que le discours sur la fracture sociale et que pendant ce temps on pourrait déréglementer en toute quiétude.

La volonté ne manque pas au gouvernement Chirac Juppé, mais il craint les réactions que pourraient susciter ses initiatives. La façon dont Madelin a été remercié, la rapidité avec laquelle il a été remplacé montre que, dans les sphères gouvernementales, l'on redoute un climat social chaud. C'est ainsi que cette crise révèle au grand jour la véritable nature de la politique chiraquienne et que ce gouvernement montre ses contradictions et sa fragilité. □

¹. Le Monde des 27-28 août 95. Pascal Salin est professeur d'économie monétaire à l'université de Paris-Dauphine et proche collaborateur de Madelin.

Tu reçois "Rassembler à Gauche" depuis un certain temps. Le plus grand nombre d'entre vous a payé son abonnement et cela nous a permis de terminer l'année sans grand déficit (alentours de - 5000 F.). Les lecteurs de "Rassembler à Gauche" sont de plus en plus nombreux et en ce début d'année nous faisons un nouvel effort pour augmenter la diffusion, cela entraîne des frais d'impression et d'envoi toujours plus importants.

Aujourd'hui, il ne nous est plus possible de continuer à assurer l'envoi régulier à ceux qui depuis un an n'ont pas fait l'effort de nous aider et nous encourager.

Pour le plus grand nombre d'entre-eux nous pensons que c'est simplement par oubli.

C'est pourquoi l'équipe de rédaction fait appel à toi, un petit effort et, comme l'an passé, nous bouclerons le budget et pourrons continuer dans de bonnes conditions la bataille politique pour le RASSEMBLEMENT A GAUCHE. Participe!

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

MON POINT DE VUE ...

suite

- Troisièmement, il prenait position pour une nouvelle fédération de la gauche socialiste et écologiste et pour des candidats uniques de la gauche aux élections.

Le rapport introductif de Julien Dray intégrait deux autocritiques.

- Premièrement, La Gauche Socialiste avait voté au référendum pour le traité de Maastricht. Ils avaient eu tort. L'Europe de Maastricht, c'est l'Europe libérale (ouf, personne ne le savait avant Julien Dray, et, lui-même, il ne le savait pas avant le 25 août 95 !).

- Deuxièmement, la Gauche Socialiste participait et soutenait pendant deux ans, de 93 à 95, toutes les majorités et toutes les directions successives du PS, d'abord Fabius, ensuite Rocard et enfin Emmanuelli, dans la perspective d'une modification radicale de l'orientation du PS. Ils n'atteignaient pas leur objectif et ils préparent aujourd'hui la candidature de témoignage de J.L. Mélenchon contre l'orientation présidentialisée de L. Jospin au congrès plébiscite du mois d'octobre.

Il y avait également une discussion intéressante en commission internationale relative à l'Algérie et à la Bosnie.

L'état de la Gauche Socialiste est un très bon exemple de l'état de la gauche française à l'heure de la fracture sociale, du bilan des élections municipales de juin 95, de la campagne mondiale, sauf en France, ou presque, contre les essais nucléaires français et des frappes aériennes de la communauté internationale contre les serbes de Bosnie.

La recomposition de la gauche sera une longue marche. □